

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Guérin, atteste la véracité du Rapport financier de Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

[Originale signée]

Signature Nathalie Guérin Date 23 mars 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	20
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	21
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	22
Charges par objets	23
Excédent (déficit) accumulé	24
Avantages sociaux futurs	28

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	49

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Régie intermunicipale de Police
Richelieu-Saint-Laurent

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Régie intermunicipale de Police Richelieu-Saint-Laurent (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie intermunicipale de Police Richelieu-Saint-Laurent au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Régie intermunicipale de Police Richelieu-Saint-Laurent inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1 à S23-4 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'appliquer le principe comptable de continuité l'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

MPA société de comptables professionnels agréés inc.
1 Par Robert Arbour CPA auditeur, CA
Montréal le 23 mars 2022

ÉTAT DES RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	35 380 391	35 380 391	34 909 083
Transferts	4			
Services rendus	5	2 256 500	2 288 463	2 277 207
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7	5 450 000	5 713 139	5 417 286
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	150 000	120 781	162 205
Autres revenus	10	25 000	25 552	51 921
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	43 261 891	43 528 326	42 817 702
Charges				
Administration générale	14	2 560 599	2 332 689	2 303 374
Sécurité publique	15	41 364 792	42 158 286	39 662 697
Transport	16			
Hygiène du milieu	17			
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19			
Loisirs et culture	20			
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	439 000	690 730	454 642
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	44 364 391	45 181 705	42 420 713
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 102 500)	(1 653 379)	396 989
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		9 906 698	9 509 709
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		9 906 698	9 509 709
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		8 253 319	9 906 698

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	11 401 863	11 934 864
Débiteurs (note 5)	2	4 042 373	4 321 103
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	15 444 236	16 255 967
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	6 047 922	5 183 472
Revenus reportés (note 12)	12		
Dette à long terme (note 13)	13	176 795	538 249
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 855 000	3 631 000
Autres passifs (note 14)	15		
	16	10 079 717	9 352 721
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	5 364 519	6 903 246
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	2 375 716	2 552 357
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	148 848	135 076
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	364 236	316 019
	23	2 888 800	3 003 452
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	8 253 319	9 906 698

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 102 500)	(1 653 379)	396 989
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	1 893 900)	(973 486)	(1 070 068)
Produit de cession	3	15 000	30 473	40 870
Amortissement	4	1 274 000	1 150 127	1 093 115
(Gain) perte sur cession	5	(15 000)	(30 473)	(40 870)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(619 900)	176 641	23 047
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(13 772)	(24 850)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(48 217)	(32 732)
	13		(61 989)	(57 582)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(1 722 400)	(1 538 727)	362 454
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		6 903 246	6 540 792
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		6 903 246	6 540 792
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		5 364 519	6 903 246

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 653 379)	396 989
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 150 127	1 093 115
Autres			
▪ (Gain) perte sur disposition	3	(30 473)	(40 870)
▪	4		
	5	(533 725)	1 449 234
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	278 730	(404 472)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	864 450	612 944
Revenus reportés	9		
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	224 000	(207 000)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(13 772)	(24 850)
Autres actifs non financiers	13	(48 217)	(32 732)
	14	771 466	1 393 124
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(973 486)	(1 070 068)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	30 473	40 870
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(943 013)	(1 029 198)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25		
Remboursement de la dette à long terme	26	(361 454)	(440 644)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(361 454)	(440 644)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(533 001)	(76 718)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	11 934 864	12 011 582
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	11 934 864	12 011 582
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	11 401 863	11 934 864

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent est un organisme municipal constitué et régit en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil d'administration composé des 17 maires des villes et municipalités constituant la Régie.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 à S23-4.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Régie est apparentée avec ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi que les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont les membres du conseil, ainsi que le directeur général de la Régie.

La Régie n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la Régie et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquels ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passif, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la régie consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au coût, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Machinerie, Outillage et équipement : période de 3 à 10 ans

Véhicules: période de 3 à 10 ans

Ameublement et équipement de bureau: période de 10 ans

Amélioration locatives : période de 10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

D) Passifs

S.O.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés.

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients, et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010 .

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant des excédents affectés ou non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des charges, mais des éléments de conciliation à des fins fiscales.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	11 401 863	11 934 864
Découvert bancaire	2 (	)(	)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	11 401 863	11 934 864
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	523 091	826 258
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	266 859	243 237
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	50 007	51 238
Organismes municipaux	15	2 986 572	3 364 727
Autres			
▪ Divers débiteurs	16	738 935	661 901
▪	17		
	18	4 042 373	4 321 103
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19		
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	264 375	281 540

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(3 855 000)	(3 631 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(3 855 000)	(3 631 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	4 313 000	3 410 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	8 187	9 294
	43	4 321 187	3 419 294

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note

10. Emprunts temporaires

Au 31 décembre 2021, la Régie dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 000 000\$. Un montant de 0\$ est utilisé au 31 décembre 2021. Les montants prélevés portent intérêts au taux de base.

11. Créiteurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	2 206 392	1 542 031
Salaires et avantages sociaux	48	3 841 530	3 641 441
Dépôts et retenues de garantie	49		
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪	51		
▪	52		
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	6 047 922	5 183 472

Note

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪	69		
▪	70		
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne					77		
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,29	3,90	2022	2023	83	176 795	538 249
Autres					84		
					85	176 795	538 249
Frais reportés liés à la dette à long terme					86 (	)	(
					87	176 795	538 249

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		174 411		174 411
2023	89		2 384		2 384
2024	90				
2025	91				
2026	92				
2027 et plus	93				
	94		176 795		176 795
Intérêts et frais accessoires	95		(	)	(
	96		176 795		176 795

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104				
Eaux usées	105				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106				
Autres					
▪	107				
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110				
Améliorations locatives	111	1 160 727	9 430		1 170 157
Véhicules	112	3 933 664	630 707	336 804	4 227 567
Ameublement et équipement de bureau	113	2 442 160	272 004		2 714 164
Machinerie, outillage et équipement divers	114	3 258 558	61 345		3 319 903
Terrains	115				
Autres	116				
	117	10 795 109	973 486	336 804	11 431 791
Immobilisations en cours	118				
	119	10 795 109	973 486	336 804	11 431 791

AMORTISSEMENT CUMULÉ

Infrastructures					
Eau potable	120				
Eaux usées	121				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122				
Autres					
▪	123				
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126				
Améliorations locatives	127	1 113 379	7 287		1 120 666
Véhicules	128	2 350 759	773 047	336 804	2 787 002
Ameublement et équipement de bureau	129	1 959 134	228 217		2 187 351
Machinerie, outillage et équipement divers	130	2 819 480	141 576		2 961 056
Autres	131				
	132	8 242 752	1 150 127	336 804	9 056 075
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	2 552 357			2 375 716

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations corporelles

Coût	134	3 933 666		1 260 213	2 673 453
Amortissement cumulé	135	(2 350 759)	()	(140 077)	(2 490 836)
Valeur comptable nette	136	1 582 907			182 617

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	
Immeubles industriels municipaux	138	
Autres	139	
	140	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2021	2020
Frais payés d'avance		
▪ Assurance, École de Police, TI	154	364 236
▪	155	316 019
▪	156	
Autres		
▪	157	
▪	158	
	159	364 236
		316 019

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu des divers contrats, la Régie s'est engagée pour les 3 prochains exercices pour une somme globale de **1 183 770\$**. Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les 3 prochains exercices financiers les sommes

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

suivantes:

Location de système de radio communication: 394 590\$ en 2022, 394 590\$ en 2023 et 394 590\$ en 2024.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements		
		2021	2020	
160				

N/A

B) Auto-assurance

La Régie assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

C) Poursuites

Au cours de l'exercice, la Régie a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 29 000 \$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

D) Autres

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal.

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure de Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues à cette loi. La Cour a cependant déclaré

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'un ou l'autres des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurées avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Budget 2021</u>		<u>Réalizations 2021</u>		<u>Réalizations 2020</u>
		<u>Sans ventilation</u>	<u>Sans ventilation</u>	<u>Ventilation de</u>	<u>Total</u>	
		<u>de l'amortissement</u>	<u>de l'amortissement</u>	<u>l'amortissement</u>		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1					
Compensations tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3	35 380 391	35 380 391		35 380 391	34 909 083
Transferts	4					
Services rendus	5	2 256 500	2 288 463		2 288 463	2 277 207
Imposition de droits	6					
Amendes et pénalités	7	5 450 000	5 713 139		5 713 139	5 417 286
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	150 000	120 781		120 781	162 205
Autres revenus	10	25 000	25 552		25 552	51 921
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	43 261 891	43 528 326		43 528 326	42 817 702
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15					
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21					
	22	43 261 891	43 528 326		43 528 326	42 817 702
Charges						
Administration générale	23	2 546 599	2 320 046	12 643	2 332 689	2 303 374
Sécurité publique	24	40 104 792	41 020 802	1 137 484	42 158 286	39 662 697
Transport	25					
Hygiène du milieu	26					
Santé et bien-être	27					
Aménagement, urbanisme et développement	28					
Loisirs et culture	29					
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	439 000	690 730		690 730	454 642
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 274 000	1 150 127 (	1 150 127)		
	34	44 364 391	45 181 705		45 181 705	42 420 713
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(1 102 500)	(1 653 379)		(1 653 379)	396 989

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 102 500)	(1 653 379)	396 989
Moins : revenus d'investissement	2	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 102 500)	(1 653 379)	396 989
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	1 274 000	1 150 127	1 093 115
Produit de cession	5	15 000	30 473	40 870
(Gain) perte sur cession	6	(15 000)	(30 473)	(40 870)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	1 274 000	1 150 127	1 093 115
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(362 000)	(361 454)	(440 644)
	18	(362 000)	(361 454)	(440 644)
Affectations				
Activités d'investissement	19	()	()	()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 000 000	1 757 000	400 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(663 000)	(638 445)	(444 771)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(146 500)	(146 500)	(146 500)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	190 500	972 055	(191 271)
	26	1 102 500	1 760 728	461 200
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		107 349	858 189

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	()	()
Sécurité publique	3	973 486	1 070 068
Transport	4	()	()
Hygiène du milieu	5	()	()
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	()	()
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(973 486)	(1 070 068)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15		
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	31 874	22 376
Réserves financières et fonds réservés	18	941 612	1 047 692
	19	973 486	1 070 068
	20		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	29 696 041	30 040 004	28 803 452
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	7 917 250	8 355 998	7 474 687
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	4 792 100	4 698 725	4 594 817
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	12 000	12 617	26 308
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	427 000	678 113	428 334
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17	246 000	246 121	
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	1 274 000	1 150 127	1 093 115
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21			
▪	22			
▪	23			
	24	44 364 391	45 181 705	42 420 713

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 878 157	2 928 807
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 694 650	5 325 525
Réserves financières et fonds réservés	3	523 091	826 258
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 041 500)(	1 188 000)
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	2 198 921	2 014 108
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	8 253 319	9 906 698

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	1 878 157	2 928 807
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 878 157	2 928 807

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Projets spéciaux	12	2 955 697	3 038 572
▪ Éventualités	13	1 738 953	2 286 953
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	4 694 650	5 325 525
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	4 694 650	5 325 525

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	523 091	826 258
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	523 091	826 258
	48	523 091	826 258

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (462 000)	(521 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()	()
Autres	53 (579 500)	(667 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()	()
	55 (1 041 500)	(1 188 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()	()
Assainissement des sites contaminés	57 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()	()
Autres		
▪	59 ()	()
▪	60 ()	()
	61 (1 041 500)	(1 188 000)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	63 ()	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	65 ()	()
Autres		
▪	66 ()	()
▪	67 ()	()
	68 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()	()
Mesure relative à la COVID-19	70 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()	()
Autres		
▪	73 ()	()
▪	74 ()	()
	75 ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81	
	82 (1 041 500)	(1 188 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83		
Investissements à financer	84 () ()		
	85		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	2 375 716	2 552 357
Propriétés destinées à la revente	87		
Prêts	88		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	2 375 716	2 552 357
Ajustements aux éléments d'actif	92		
	93	2 375 716	2 552 357
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94 (176 795)	(538 249)	
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 ()	()	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98		
	99 (176 795)	(538 249)	
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ()	()	
	101 (176 795)	(538 249)	
	102	2 198 921	2 014 108

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, le régime des cadres au 31 décembre 2019 et celui des employés de bureau au 31 décembre 2019.

« Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipale »

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, 2014, chap. S-2.1.1.) (« Loi RRSM »). La loi RRSM vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement aux services accumulés avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « volet antérieur ») et les services qui s'accumulent à compter du 1er janvier 2014 (ci-après le « volet courant »). Le présent rapport tient compte des ententes survenues entre les parties dans le cadre de la Loi RRSM pour les trois régimes de retraite. »

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) Policiers syndiqués: Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date de la retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

6. Prestation de décès après la retraite

- a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.
- b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire, exception de 60 versements garantis au volet courant pour le régime des employés de bureau et des préposés aux communication.

7. Invalidité

Pour le régime des policiers syndiqués, il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

- a) Cadres : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 23,55% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.
- b) Policiers syndiqués : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 50% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.
- c) Employés de bureau et préposés aux communications : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles.

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

- a) Policiers syndiqués: Volet courant: 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,40% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

b) Cadres: Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,26% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 10,45% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

11. Cotisation patronale

Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Se référer à la section cotisations salariales pour les pourcentages versés selon l'évaluation actuarielle. En plus de cette cotisation, l'employeur doit verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

Volet antérieur : Au cours de chaque exercice financier, l'employeur verse la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(3 631 000)	(3 838 000)
Charge de l'exercice	4 (	4 313 000)	3 410 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	4 089 000	3 617 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(3 855 000)	(3 631 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	144 419 000	131 301 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	150 269 000)	(139 599 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(5 850 000)	(8 298 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	1 995 000	4 667 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(3 855 000)	(3 631 000)
Provision pour moins-value	12 (	)	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(3 855 000)	(3 631 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	144 419 000	131 301 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	150 269 000)	(139 599 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	5 850 000)	(8 298 000)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	8 826 000	5 582 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	158 000	
	20	8 984 000	5 582 000
Cotisations salariales des employés	21 (	5 827 000)	(2 802 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)	()
	23	3 157 000	2 780 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	573 000	202 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(94 000)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	3 636 000	2 982 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	7 936 000	7 428 000
Rendement espéré des actifs	33 (	7 259 000)	(7 000 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	677 000	428 000
Charge de l'exercice	35	4 313 000	3 410 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	11 492 000	7 588 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(7 259 000)	(7 000 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	4 233 000	588 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(2 040 000)	(4 158 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	8 290 000	4 622 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	147 252 000	136 362 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	3 282 000	3 116 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	964 000	220 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,38 %	5,48 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,48 %	5,48 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	19	16

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	2 429	2 758
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	8 187	9 294
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	8 187	9 294
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	55		
Sécurité publique			
Police	56		
Sécurité incendie	57		
Sécurité civile	58		
Autres	59		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	60		
Enlèvement de la neige	61		
Autres	62		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	63		
Transport adapté	64		
Transport scolaire	65		
Autres	66		
Transport aérien	67		
Transport par eau	68		
Autres	69		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70		
Réseau de distribution de l'eau potable	71		
Traitement des eaux usées	72		
Réseaux d'égout	73		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	74		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	75		
Tri et conditionnement	76		
Autres	77		
Autres	78		
Cours d'eau	79		
Protection de l'environnement	80		
Autres	81		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89			
Activités culturelles				
Bibliothèques	90			
Autres	91			
Réseau d'électricité	92			
	93			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	94		
Sécurité publique			
Police	95		
Sécurité incendie	96		
Sécurité civile	97		
Autres	98		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	99		
Enlèvement de la neige	100		
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		
Réseau de distribution de l'eau potable	110		
Traitement des eaux usées	111		
Réseaux d'égout	112		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128			
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137			
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotation spéciale de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			
	144			
TOTAL DES TRANSFERTS	145			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	146		
Évaluation	147		
Autres	148		
	149		
Sécurité publique			
Police	150		
Sécurité incendie	151		
Sécurité civile	152		
Autres	153		
	154		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	155		
Enlèvement de la neige	156		
Autres	157		
Transport collectif	158		
Autres	159		
	160		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161		
Réseau de distribution de l'eau potable	162		
Traitement des eaux usées	163		
Réseaux d'égout	164		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	165		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	166		
Tri et conditionnement	167		
Autres	168		
Autres	169		
Cours d'eau	170		
Protection de l'environnement	171		
Autres	172		
	173		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité	186			
	187			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190			
	191			
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195	2 256 500	2 288 463	2 277 207
	196	2 256 500	2 288 463	2 277 207
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207			
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215			
	216			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226			
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228			
	229			
Réseau d'électricité				
	230			
	231	2 256 500	2 288 463	2 277 207
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	2 256 500	2 288 463	2 277 207

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233			
Droits de mutation immobilière	234			
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237			
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	5 450 000	5 713 139	5 417 286
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	150 000	120 781	162 205
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	15 000	30 473	40 870
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	10 000	(4 921)	11 051
	251	25 000	25 552	51 921
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	124 500	117 128		117 128	98 544
Greffé et application de la loi	2	510 267	444 670		444 670	420 158
Gestion financière et administrative	3	1 097 045	1 079 953	12 643	1 092 596	1 043 150
Évaluation	4					
Gestion du personnel	5	814 787	678 295		678 295	741 522
Autres						
▪	6					
▪	7					
	8	2 546 599	2 320 046	12 643	2 332 689	2 303 374
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	40 104 792	41 020 802	1 137 484	42 158 286	39 662 697
Sécurité incendie	10					
Sécurité civile	11					
Autres	12					
	13	40 104 792	41 020 802	1 137 484	42 158 286	39 662 697
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14					
Enlèvement de la neige	15					
Éclairage des rues	16					
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22					

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations
		Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total	2020
		de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27					
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40					
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Budget 2021	Réalisations 2021		Total	Réalisations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45				
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51				
	52				
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56				
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59				
	60				
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66				
	67				

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	12 000	12 617		12 617	26 308
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	427 000	677 000		677 000	428 000
Autres	72		1 113		1 113	334
	73	439 000	690 730		690 730	454 642
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	1 274 000	1 150 127 (	1 150 127)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	7
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	8
Analyse de la rémunération	9
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15	9 430	27 706
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	630 707	770 705
Ameublement et équipement de bureau	18	272 004	164 205
Machinerie, outillage et équipement divers	19	61 345	107 452
Terrains	20		
Autres	21		
	22	973 486	1 070 068

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	973 486	1 070 068
	34	973 486	1 070 068

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	538 249		361 454	176 795
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	538 249		361 454	176 795
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	538 249		361 454	176 795
Dettes en cours de refinancement	19 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	538 249		361 454	176 795

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME **AU 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	176 795
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	176 795
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	
Endettement net à long terme	16	176 795
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	176 795
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	176 795
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
59010	Ville de Sainte-Julie	26 836
59020	Ville de Varennes	20 406
59015	Ville de Saint-Amable	8 516
59035	Ville de Contrecoeur	6 503
59025	Municipalité de Verchères	5 081
59030	Municipalité de Calixa-Lavallée	588
57005	Ville de Chambly	22 900
57040	Ville de Beloeil	19 026
57035	Ville de Mont-Saint-Hilaire	17 771
57020	Ville de Saint-Basile-le-Grand	14 192
57030	Ville d'Otterburn Park	7 172
57010	Ville de Carignan	8 703
57025	Municipalité de McMasterville	4 570
57033	Municipalité de Saint-Jean-Baptiste	2 816
57045	Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 973
55057	Ville de Richelieu	4 692
55065	Municipalité de Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 050
		176 795

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	973 486	1 070 068
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	973 486	1 070 068

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
Ensemble des municipalités		
57040	Ville de Beloeil	3 926 491
59030	Municipalité de Calixa-Lavallée	128 515
57005	Ville de Chambly	4 995 518
59035	Ville de Contrecoeur	1 468 005
57025	Municipalité de McMasterville	890 020
57035	Ville de Mont-Saint-Hilaire	3 464 534
57030	Ville d'Otterburn Park	1 272 949
55057	Ville de Richelieu	895 743
59015	Ville de Saint-Amable	1 867 798
57020	Ville de Saint-Basile-le-Grand	2 702 869
59010	Ville de Sainte-Julie	4 971 663
57033	Municipalité de Saint-Jean-Baptiste	510 564
55065	Municipalité de Saint-Mathias-sur-Richelieu	757 511
57045	Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil	605 313
59020	Ville de Varennes	3 916 111
59025	Municipalité de Verchères	964 873
57010	Ville de Carignan	2 041 914
		1 35 380 391
Certaines municipalités		
		2
		3 35 380 391

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	2 546 599	2 320 046	2 289 660
Sécurité publique				
Police	4	32 833 792	33 060 345	32 619 423
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	8			
Enlèvement de la neige	9			
Autres	10			
Transport collectif	11			
Autres	12			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13			
Réseau de distribution de l'eau potable	14			
Traitement des eaux usées	15			
Réseaux d'égout	16			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	17			
Matières recyclables	18			
Autres	19			
Cours d'eau	20			
Protection de l'environnement	21			
Autres	22			
Santé et bien-être				
Logement social	23			
Autres	24			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	25			
Rénovation urbaine	26			
Promotion et développement économique	27			
Autres	28			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	29			
Activités culturelles				
Bibliothèques	30			
Autres	31			
	32	35 380 391	35 380 391	34 909 083

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	18,76	35,00	34 904,00	2 652 747	622 614	3 275 361
Professionnels	2						
Cols blancs	3	40,73	37,00	94 247,00	2 977 807	745 298	3 723 105
Cols bleus	4						
Policiers	5	237,99	40,00	482 885,00	24 306 711	6 973 707	31 280 418
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	297,48		612 036,00	29 937 265	8 341 619	38 278 884
Élus	9	17,00			102 739	14 379	117 118
	10	314,48			30 040 004	8 355 998	38 396 002

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16					
	17					

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5	690 730	454 642
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	690 730	454 642
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26		
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	690 730	454 642

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 3 000 000 \$**Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ 3 ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

4 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

5 ☐ 6 ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

7 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

8 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

9 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

10 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

11 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

12 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

13 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

14 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

15 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

16 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

17 _____ \$

13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL

78 _____ \$

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres

79 _____ \$

Ministère des Transports

80 _____ \$

Ministère de la Culture et des Communications

81 _____ \$

Autres ministères/organismes

82 _____ \$

83 \$**La question 14 s'adresse aux MRC seulement**

14. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

84 ☐ 85 ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☐

2

☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3

☐

4

☒

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5

☒

6

☐

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7

☐

8

☒

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9

☐

10

☒

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11

☐

12

☐

13

☒

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

14

☐

15

☐

16

☒

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

17

☐

18

☐

19

☒

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

20

☐

21

☐

22

☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

23

☐

24

☐

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Nathalie Guérin, atteste que le rapport financier de Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 23 mars 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-03-14 14:34:07

Date de transmission au Ministère : 2022-03-25

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	43 261 891	43 528 326	42 817 702
Investissement	2			
	3	43 261 891	43 528 326	42 817 702
Charges	4	44 364 391	45 181 705	42 420 713
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(1 102 500)	(1 653 379)	396 989
Moins : revenus d'investissement	6	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 102 500)	(1 653 379)	396 989
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 274 000	1 150 127	1 093 115
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	(362 000)	(361 454)	(440 644)
Affectations				
Activités d'investissement	11	()	()	()
Excédent (déficit) accumulé	12	190 500	972 055	(191 271)
Autres éléments de conciliation	13	1 274 000		
	14	1 102 500	1 760 728	461 200
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		107 349	858 189

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	11 401 863	11 934 864
Débiteurs	2	4 042 373	4 321 103
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	15 444 236	16 255 967
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	176 795	538 249
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	3 855 000	3 631 000
Autres	9	6 047 922	5 183 472
	10	10 079 717	9 352 721
Actifs financiers nets (dette nette)	11	5 364 519	6 903 246
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	2 375 716	2 552 357
Autres	13	513 084	451 095
	14	2 888 800	3 003 452
Excédent (déficit) accumulé	15	8 253 319	9 906 698

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	1 878 157	2 928 807
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Projets spéciaux	17	2 955 697	3 038 572
▪ Éventualités	18	1 738 953	2 286 953
▪	19		
▪	20		
▪	21		
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	4 694 650	5 325 525
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	523 091	826 258
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29 (	1 041 500)	(1 188 000)
Financement des investissements en cours	30		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	2 198 921	2 014 108
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	8 253 319	9 906 698

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	176 795
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	176 795
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	176 795	538 249
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	176 795	538 249

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Budget	Réalisations
Fonctionnement			
Taxes	11		
Compensations tenant lieu de taxes	12		
Quotes-parts	13	35 380 391	34 909 083
Transferts	14		
Services rendus	15	2 256 500	2 277 207
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	5 450 000	5 417 286
Autres	17	175 000	214 126
	18	43 261 891	42 817 702
Investissement			
Taxes	19		
Quotes-parts	20		
Transferts	21		
Autres	22		
	23		
	24	43 261 891	42 817 702

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	2 546 599	2 320 046	12 643	2 332 689	2 303 374
Sécurité publique						
Police	2	40 104 792	41 020 802	1 137 484	42 158 286	39 662 697
Sécurité incendie	3					
Autres	4					
Transport						
Réseau routier	5					
Transport collectif	6					
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8					
Matières résiduelles	9					
Autres	10					
Santé et bien-être	11					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12					
Promotion et développement économique	13					
Autres	14					
Loisirs et culture	15					
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	439 000	690 730		690 730	454 642
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	43 090 391	44 031 578	1 150 127	45 181 705	42 420 713
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 274 000	1 150 127 (	1 150 127)		
	21	44 364 391	45 181 705		45 181 705	42 420 713

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	973 486)	(1 070 068)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		
Affectations			
Activités de fonctionnement	5		
Excédent accumulé	6	973 486	1 070 068
	7		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8		

Extrait du rapport financier, page S18